

Really sorry !!!

The www.elvetia.org site is not yet available in your language.

As you can see in the English version:

254 Rather than actively control the Bilateral Agreements [1] as originally intended and vouched for in
 255 writing [22/12/1999 by the then commissioner in Charge of DG1, Chis Patten³²], EEAS relies on, hear-
 256 say input by arbitrary interested parties³³ who subsequently are afforded no whistle-blower protec-
 257 tion against an informed collimated determined and vengeful state. The only side with significant in-
 258 terest income and resources, statistics is the Swiss state.



Therefore,

1. If you have found this site informative and helpful we would really appreciate your contribution, **be it in the form of an adequate translation of the English/German version in your own language.**
2. You do that for your compatriots who have no other adequate language skills and are already trapped in or consider moving into CH to become a minute part of.....

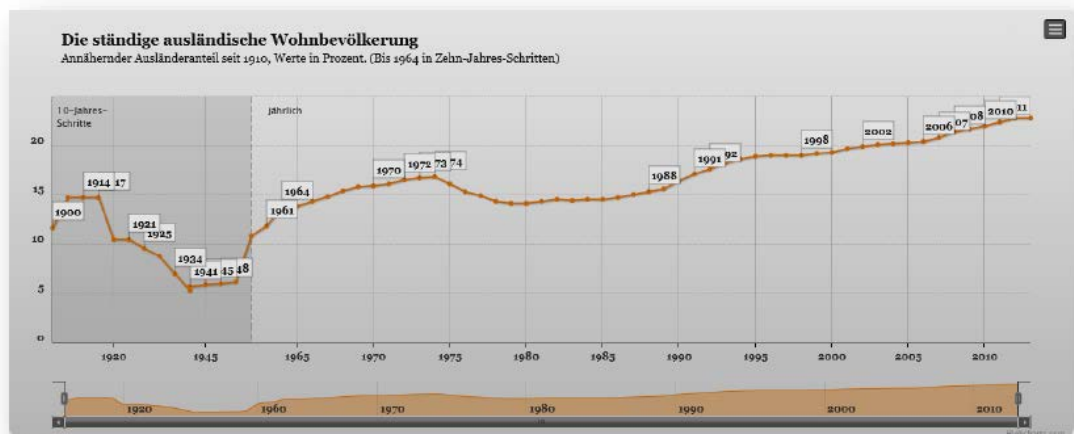


Figure 2 THE SWISS PERMANENT FOREIGN WORKERS CONTINGENT, 1900-2013 in 100,000 persons

Should you decide to help us you might want to use the following rough google translation as a starting point.

Cette exposition se concentre sur le carénage des expatriés diplômés de l'UE et du G7 de troisième niveau. En mai 2013, 57% des expatriés de l'AELE avaient fait des études universitaires. Le reste, à l'exception possible des indépendants et des conjoints du G7, qui ont pleinement l'intention de rentrer chez eux et les demandeurs d'asile, qui ont peu à perdre, sont passablement pires.

Cette exposition reflète l'ensemble des a) 17 années de résidence légale en CH; b) trois années supplémentaires avec une filiale Credit Suisse détenue à 100% au Royaume-Uni; c) un «temps de récupération» et une distance physique suffisants; et d) le point de vue macroéconomique possible grâce à plus de dix années d'expérience en tant que conseiller auprès des ministres et de hauts fonctionnaires des ministères des Finances et du Développement.

Il existe de nombreuses preuves que les entreprises suisses agissent de la même manière envers les employés non suisses / non autochtones dans le monde entier. Ils sont un contingent de produits jetables à être largué immédiatement si leurs employeurs ont des difficultés.

Cette exposition fait également écho à l'histoire de la piste d'un grand échantillon de ressortissants des États-Unis, du G7 et des États membres de l'UE en Suisse et suite à leur départ presque invariablement involontaire, ou pire encore.

LE POINT DE VUE DE L'EXPATRIAT

En supposant que vous êtes au troisième niveau et que vous avez entre 30 et 30 ans lors de votre première entrée en Suisse, vous vous êtes réjouis de recevoir la confirmation de l'emploi et le premier permis de travail et de résidence renouvelable. Vous aussi, vous avez été inconsciemment inconscients que (entre 2013 et 2013) entre 300 et 500 sont entrés en Suisse exactement dans les mêmes conditions que vous tous les jours. Au début, vous aussi, vous avez présumé que votre travail acharné, votre investissement éducatif, votre carrière, votre chance et vos choix ont été reconnus et que vous pouvez récolter des récompenses méritées.

Vous aussi, vous avez été complètement inconscients que dans un fleuve d'âmes, le jour de votre première entrée, un nombre semblable d'entre vous partaient en permanence - dans leur majorité involontairement - souvent après des décennies de résidence légale.

Vous aussi, vous avez probablement répondu à une publicité de haut niveau et avez été recruté explicitement pour la qualité, l'actualité, la pertinence et / ou l'unicité de vos compétences directement à l'étranger. Une entreprise unique en son genre - ou presque - en CH vous a offert un salaire net que vous n'obtiendriez pas dans l'Union européenne. Au cours de l'entretien invariablement enthousiaste, la faible imposition directe a été saluée, un permis de séjour permanent - la condition préalable à la citoyenneté - a été placé dans une perspective proche; et une visite des environs pittoresques a été donnée. Vous avez été submergé par le professionnalisme de faire croire l'intérêt personnel / soin / préoccupation, et de nombreuses "bonnes" intentions.

Dans la tournée hâtive - de l'emplacement de l'entrevue à l'aéroport - des inconvénients mineurs tels que: a) l'assurance maladie et les frais de vie horribles non transférables, b) la prévalence et le coût du diligent / incessant / exhaustif "vous et le vôtre" contrôle, c) l'interdiction d'acheter des

biens pour les ressortissants non suisses, d) les coûts élevés de l'hébergement, qui ne cessent d'augmenter, etc. n'ont même pas été évoqués. Vous étiez considéré comme "une perspective louable" et avez été vendu éthéré "Suisse".

This exposition focuses on the fairing of third level educated EU & G7 expatriates. In May 2013, 57 % of all EFTA expatriates had a University education. The rest, with the possible exception of G7 based freelancers & spouses, that fully intend to return home and asylum seekers, who have little to lose, fair far worse.

This exposition mirrors the aggregate of a) 17 years of legal residency in CH; b) another 3+ years with a fully owned Credit Swiss subsidiary in the UK; c) ample "cool-down time" and physical distance, and d) the macroeconomic viewpoint possible through over ten years' experience as Advisor to Ministers and senior positions in the ministries of Finance and Development.

There exists ample evidence that Swiss companies act toward non-Swiss/non-indigenous employees in a similar manner worldwide. They are a contingent of disposables to be jettisoned immediately should their employers hit hard times.

This exposition also echoes the track history of a large sample of US, G7 & EU Member State nationals in Switzerland and following their almost invariably involuntary departure, or far worse, .

THE EXPATRIATE'S PERSPECTIVE

Assuming you are third level educated and in your late twenties to early thirties on first entry to Switzerland, most likely single, you too, have rejoiced upon receiving confirmation of employment and the first renewable work & residence Permit. You, too, have been blissfully unaware that (say in 2013) between 300 to 500 yous have entered Switzerland under exactly the same conditions as you every calendar day. In the beginning, you, too, have presumed that your hard work, educational investment, career track, luck, and choices have been recognized and you can reap deserved rewards.

You too have been fully unaware that in a river of souls on the day of your first entry a similar number of yous were permanently departing – in their majority involuntarily – often after decades of legal residence.

You, too, have most likely answered a high profile advertisement and have been hired explicitly for the quality, actuality, pertinence, and/or uniqueness of your skills directly from overseas. A one of a kind - or near enough - business in CH has offered you a net salary you would not get in the European Union. During the invariably enthusiastic interview, the low direct taxation has been praised, a permanent residence permit – the prerequisite for Citizenship - has been placed into near perspective; and a tour of nearby scenic surroundings has been given. You have been overwhelmed with professional make believe personal interest/care/concern, and many "good" intentions.

In the hasty tour - from the Interview location to the airport - minor drawbacks such as: a) the horrendous non-transferable health insurance and living costs , , b) the prevalence and cost of the diligent/unceasing/exhaustive "you and yours" control , c) the prohibition on buying property for non-Swiss nationals, d) the steep ever rising accommodation costs , etc. have not even been hinted upon. You had been considered "a rentable prospect" and have been sold ethereal "Switzerland".

Les engagements officiels sur des questions d'importance nationale - en supposant que vous puissiez les obtenir - de la plus haute autorité suisse (le bureau du Conseiller fédéral) tombent sous la rubrique «Communication» et ne valent absolument rien car ils ne sont pas contraignants. ou à suivre avec action (s).

Même si vous devriez être capable de mobiliser la représentation officielle de votre État, à moins qu'ils ne soient tous deux déterminés et dans le G7, cela ne sert à rien, car ils aussi, à Ambassador Level, sont ignorés ou vous offrent des «contre-métiers» sans rapport. pas bon du tout.

Lorsque le temps est venu pour vous de quitter même des bureaux de renom de l'emploi et de l'outplacement de Zurich Bahnhofstrasse (www.vfu.ch), charger des frais équivalents à un MBA complet au Royaume-Uni, vous donnera un bureau à Zurich, la personnalité exhaustive et existante et d'autres tests et l'épaule occasionnelle à pleurer; mais vous n'obtiendrez pas une seule entrevue d'emploi de bonne foi.

Si vous le proposez, économisez le coût multivarié et optez pour l'indemnité de départ et non pour l'outplacement. Rappelez-vous que la Suisse a une longue réputation de dumping de ses nationaux / actifs humains non performants ailleurs.

Retourner après des décennies d'absence à votre «POINT D'EXISTENCE FOCAL» (où vous êtes né) peut signifier que votre environnement familial ne sera plus là pour vous soutenir et que vous devrez recommencer dans tout, y compris l'assurance hypothécaire, pension et santé, qui à 40+ peut ne pas être possible.

Si vous ne pouvez pas vous consoler du fait que vous avez subventionné la vie d'autrui au prix de votre propre vie et de celle de votre famille, vous êtes dans une course très difficile avec l'adversaire le plus difficile, vous-même.

LE POINT DE VUE DE L'ÉTAT SUISSE

Figure 2 LES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS DANS ET SORTENT - OU IL Y A UNE CATASTROPHE.

Oui! La Poste suisse «perdra» les demandes enregistrées et assurées auprès des cours et tribunaux internationaux.

Des spécialistes étrangers soigneusement sélectionnés et soigneusement sélectionnés à la frontière sont essentiels au fonctionnement de l'économie suisse et représentent une part très importante du financement de l'État suisse. Plus de 25% des personnes ayant un emploi rémunéré, qui représentent plus de 35% du budget national, sont des ressortissants non suisses. Plus de 75% des 1 820 000 (2014) résidents légaux non suisses composant le Contingent permanent des travailleurs étrangers (SPFWC) sont des ressortissants de l'UE-27 et de l'AELE.

Malgré la projection bien financée et orchestrée aux individus au sein de la SPFWC, destinée à décourager le hording et promouvoir un sentiment illusoire de sécurité et de dépenses gratuites; du point de vue de l'État suisse, «permanent» a toujours été le SPFWC - aucun des individus qui le composent.

Bien qu'il n'existe ni mécanisme d'exécution ni tribunal indépendant, la Suisse reste l'un des deux pays de l'OCDE qui n'ont jamais ratifié aucune version de la Charte sociale européenne, un traité du

Conseil de l'Europe garantissant des droits sociaux et économiques élémentaires - tels que droit à la non-discrimination au travail.

La Suisse compte un grand nombre d'expatriés (soit 15% de la population totale en 1920), au début du XIXe siècle. En conséquence directe de cette courbe d'apprentissage dans la gestion du cycle de vie des travailleurs étrangers, la renommée de la diligence suisse, les obligations de secret dans pratiquement tous les niveaux de l'administration, la création de procédures et l'adhésion constante aux centaines de milliers de "L'administration suisse peut traiter sommairement et efficacement avec des individus et des groupes.

Ces procédures ont résisté au test d'acceptation sociale intérieure, aux salles d'audience des milices suisses, aux médias suisses et étrangers. L'état est un client beaucoup plus puissant que ce qu'ils peuvent être. Dans le conflit presque certain vers la fin de toute utilité économique nette, vous, quel que soit votre lien de parenté et vos qualifications académiques, n'a absolument aucune chance contre un État pleinement préparé, institutionnalisé et cohésif, dans toutes ses expressions, soucieux de protéger le SPFWC et la partie historiquement importante de son budget national. Les États vont à des guerres sur des flux de revenus beaucoup plus faibles. Dans la plupart des cas, les personnes concernées sont «encouragées» à présumer qu'elles ont fait quelque chose de mal, ont eu de la malchance, leur employeur n'était pas représentatif, etc., etc. Sous la contrainte et «parmi trop d'arbres, la plupart forêt institutionnelle défavorable "...

Only a couple of months following your first arrival you begin to realize that the cost of living, including a multitude of hidden components, such as being forced to scrap any existing foreign registered vehicle within a year of entry far outweigh any income differential you may have secured.

Despite the fact that the discussion of salaries and benefits is officially frowned upon you soon, discover that your invariably far less qualified Swiss colleagues earn significantly more for whatever it is you do. Being aware of their, much better, employment continuity prospects and knowledgeable of the local "ropes" they live far thriftier than you possibly can.

As far as your long-term residence chances are concerned, you become ever more aware that older semester non-Swiss colleagues, neighbors, acquaintances, etc. and their families slowly disappear. You, find saving for anything worthwhile such as a rainy day; the down-payment for a tiny abode - which you cannot purchase without a permanent residence permit - advancing in, or changing employment; to altering your marital status really elusive. If after a couple of years of residence your abode is still half furnished and/or packed with unrelated staff from second hand stores and departees - you may not want to believe it - but you do know what your own future with respect to permanent residency is.

As far as employment continuity is concerned, you realize that: a) you are hired or maneuvered into repetitive, dead-end, temporary, or high risk tasks; b) you have very limited access to costly CH retraining and advancement opportunities; c) skills you gain on the job are almost invariably not "ajour"; and d) between the explicit preference for indigenous talent and the flood of educationally "ajour" younger/cheaper you over the border - the likelihood of securing alternative employment in Switzerland diminish rapidly to zero at only 42+. You slowly but inexorably "get the drift" that you are being used-up and that much of the local hiring occurs within the Swiss Militia, far outside your reach.

Given half a chance Swiss employers prefer hiring you from overseas. If you get the chance, you will notice that your Swiss colleagues emphasize citizenship and rank, however low in the militia

much more than their qualifications. They know better. Do not flush your Berkeley, Yale, MIT titles around because they mean next to nothing in Swiss organizations and you may consider yourself fortunate if they do mean something to any of their clients.

As far as social life is concerned, you eventually start pondering why despite intensive efforts it proves extraordinarily difficult to build up meaningful relationships such as a friendship with the vast majority of your Swiss colleagues, clients, and neighbors. You feel, and you are, tolerated because they are told that you contribute far more than you cost. Besides mentality and other local issues by virtue of their aggregate experience, locals are almost certain that any investment in you is not worth their effort as eventually you are most likely to follow most of you before you and disappear.

As and when your dialect skills flourish, you will become aware of rarely reported highly disturbing reports about non-Swiss nationals. A US University of Zurich professor fails to be naturalized after 39 years of blameless, continuous, legal residence; the existence of third Generation non naturalized "residents"; German tenured University Professors being dismissed while undergoing cancer amputations; immolation of wives protesting family-wide employment and social exclusion; unprovoked attacks on you and their families, their vehicles, other property, etc.

Should you have offspring, unless you can afford them to go private, a very costly and rare privilege indeed, they have extraordinarily hard times at school and they are, in their majority, edged out of the Swiss University track stream.

One begins to suspect that you have, unawares, been lured into a long ongoing and EXTREMELY WELL/CENTRALLY ORGANIZED ASSETS TRANSFER/CAREER TRAP where major companies such as fully owned UBS and Credit Swiss subsidiaries do not shy away from expropriating to THIEVING THE PENSION CONTRIBUTIONS of you and transferring them to the company's pension pot for indigenous employees. In Switzerland, Big businesses, usually centered on a systemic bank, are unassailable.

You slowly "see" that from the point of view of the Swiss State (See below) you have always been dehumanized to an entry as a "rentable bio unit/Arbeitskraft" into a central Foreigners Police register.

De manière multivariée, vous êtes tagué (AG 10497, ZH 20456, etc.), et réformé pour rester un contributeur net compétitif, à: a) votre employeur, b) la communauté locale, c) le canton, d) l'État suisse et une multitude d'intérêts privés et collectifs tels que les assurances et les syndicats; et proie facile à un grand nombre d'individus et de soucis de zone grise.

Avant tout, VOUS N'AVEZ PAS À SURMONTER VOTRE BIENVENUE. En cas de conflit, vous découvrirez que le JUSTICE SUISSE EST UN MOYEN DE FIN ET NE PRÉFÈRE PAS ÊTRE ÉQUITABLE OU IMPARTIAL. Contrairement à toutes les démocraties, la Suisse n'a pas de Cour constitutionnelle à laquelle vous pouvez faire appel de l'injustice, de la pratique déloyale, de la maltraitance, de l'exclusion professionnelle, etc.

Lorsque le conflit s'aggrave, vous découvrirez également que toute assurance juridique prudemment acquise vous laissera tomber au meilleur moment possible. Vous finirez par monter et descendre des instances administratives et judiciaires avec des frais d'avocat à SFr. 200+ par heure avec au mieux des notaires suisses bien connus / connectés employés, recommandés et même

payés par votre ambassade. Vous les trouverez bientôt étrangement inefficaces ou inexorablement liés au système de justice des milices suisses (à temps partiel), aux officiers de la milice suisse et au service de la politique migratoire nationale. Si la situation se détériorait, ils sauteraient dans leur entreprise Mercedes 600 et vous abandonneraient à mi-chemin sans ménagement.

Si vous êtes contraint à un litige juridique, vous paierez avec votre épargne pour une représentation que vous ne devez pas faire confiance et vous découvrirez que les tribunaux suisses ont des concepts fixes concernant vos droits de résidence et d'emploi et votre POINT D'EXISTENCE FOCAL. la résidence (sans autant de ticket de parking), est INVARIABLEMENT EN DEHORS DE LA SUISSE. Si votre cause semble «gagnable», des ressources et une influence très importantes seront utilisées pour éviter une préséance, et vous finirez par monter et descendre dans les instances administratives et judiciaires, en voyant souvent plusieurs fois le même temps à la fois. vous pouvez ou ne sont plus.

Soyez averti que sous la devise: "Celui qui ne peut gagner - ne peut pas se battre", toute décision négative sera saisie avec diligence dans les bases de données internationales (Schengen), éliminant ainsi vos chances d'obtenir un emploi et une résidence dans l'UE / AELE.

Méfiez-vous des lettres de référence que vous recevez des employeurs précédents. Ils décodent probablement dans le jargon local des ressources humaines en quelque chose de complètement différent de ce que vous lisez. Faites appel à un professionnel des ressources humaines certifié pour les interpréter dès que possible avant de les inclure comme vous le devez dans toute demande. Soyez averti que les entreprises suisses honorent "gentlemen's agreements" de ne pas se pincer les uns les autres. Dans certaines branches, il n'y a que quelques entités «concurrentes». Une fois que vous obtenez quelques réponses négatives, (il est plus que probable que votre employeur a déjà essayé d'encaisser sur le reste de votre "vous" valeur et vous placer contre des frais) avant de vous virer, la seule chose que vous pouvez et devrait faire est de partir. Il y a eu 77 707 départs permanents de résidents de longue date, principalement involontaires, en 2013.

Si vous n'avez pas la chance de poser un passeport européen ou américain fort ou si vous pouvez vraiment utiliser un passeport suisse; si vous exercez une profession qui nécessite une continuité d'emploi certifiable; si vous souhaitez construire une base d'actifs à travers l'immobilier; si vous souhaitez avancer dans une entreprise; alors la Suisse a toujours été LE CHOIX FAUX.

Si vous ressentez le besoin de financer les sinécures, les pensions, les pensions, les hôpitaux, les établissements de soins pour personnes âgées, les écoles et les infrastructures que vous et toute famille ne pouvez jamais utiliser et de financer une avalanche de subventions, sinécures, des emplois pour certains "nécessiteux" locaux, et des commodités (transport régional, etc.) alors la Suisse a toujours été DEAD DROIT POUR VOUS.

L'expérience montre que vous pouvez rester à long terme s'ils épousent le «bon» partenaire suisse - ces mariages ne semblent pas survivre à l'éducation des enfants - ou démontrent un capital / revenu important à l'étranger et la volonté de le décimer en Suisse. Touristes / résidents bien établis et les fraudeurs se sont toujours sentis bien accueillis.

Travailler pour des organisations internationales offre une prévisibilité de l'emploi à moyen terme, mais n'isole pas de la plupart des expériences décrites ci-dessus et vous ne pouvez pas vous attendre à une aide si les choses tournent mal. Les employeurs institutionnels doivent également demander, obtenir et renouveler les permis de résidence du personnel. Ils bénéficient invariablement des logements fortement subventionnés et devraient être ac-commodation en échange.

In a multivariate way, you are tagged (AG 10497, ZH 20456, etc.), and culled to remain a competitive net contributor, to: a) your employer, b) the local Community, c) the Canton, d) the Swiss State, and a multitude of private and collective interests such as Insurances and Unions; and easy prey to a vast number of grey zone individuals and concerns.

Above all else, YOU ARE EXPECTED NOT TO OVERSTAY YOUR WELCOME. Should conflict arise, you will discover that the SWISS JUSTICE IS A MEANS TO AN END AND DOES NOT PRETEND TO BE EITHER FAIR OR IMPARTIAL. In contrast to all democracies, Switzerland has no Constitutional Court to which you can appeal injustice, unfair practice, maltreatment, professional exclusion, etc.

When conflict escalates, you will also discover that any prudently acquired legal insurance will drop you at best possible speed. You will end up going up and down administrative and court instances with attorney costs at SFr. 200+ per hour with at best well known/connected Swiss solicitors employed, recommended and even paid by your embassy. You will soon find them either suspiciously ineffective or inexorably bound to the Swiss militia (part time) Justice System, officers in the Swiss militia, and serving the national migration policy. Should the situation deteriorate they will, jump in their company Mercedes 600 and unceremoniously abandon you half way in court.

If coerced into a legal dispute you will pay with your savings for representation you must not trust and will discover that the Swiss courts have fixed concepts concerning your residence and employment rights and your FOCAL POINT OF EXISTENCE - which after decades of legal and impeccable residence (without as much as a parking ticket), is INVARIABLY OUTSIDE SWITZERLAND. Should your case appear "winnable", very substantial resources and influence will be employed to prevent a precedence, and you will end up going up and down administrative and court instances, often seeing several times the same part time Judges in court, until you can or are no more.

Be warned that under the motto: "He who cannot earn - cannot fight", any adverse decision will be diligently entered in international databases (viz. Schengen) eliminating your chances of obtaining employment and residency anywhere in the EU/EFTA.

Beware of any reference letters you receive from past employer(s). They most likely decode in the local Human Resources Jargon into something entirely different to what you read. Do employ a certified HR professional to interpret them ASAP before you include them as you must in any application. Be warned that Swiss companies honour "gentlemen's Agreements" not to pinch each other's yours. In some branches there are only a couple of make believe "competing" entities. Once you get a couple of negative replies, (it is more than likely that your employer has already tried to cash in on any remainder of your "you" value and place you for a fee) before firing you, the only thing you can and should do is leave. There have been 77,707 - mostly involuntary - permanent departures of long-time residents in 2013.

If you are not fortunate enough to poses a strong EU or US passport or could really use a Swiss one; if you exercise a profession that requires certifiable employment continuity; if you wish to build an assets basis through real estate; if you wish to advance within a corporate entity; then Switzerland has always been THE WRONG CHOICE.

If you feel the urge to finance other peoples' sinecures, perks, pensions, hospitals, old age care facilities, schools, and infrastructure that you and any family are most unlikely to ever use as well as fund an avalanche of subsidies, sinecures, soft jobs for certain local "needy", and amenities (regional transport, etc.) then Switzerland has always been DEAD RIGHT FOR YOU.

Experience shows that you can stay long term if they marry the “right” Swiss partner - such marriages do not seem to survive the upbringing of children - or demonstrate substantial capital/income overseas and the willingness to decimate it in CH. Well-heeled tourist/residents and tax evaders have traditionally felt welcome.

Working for International Organisations affords medium term employment predictability but does not insulate from most experiences outlined above nor can you expect assistance should things turn sour. Institutional employers must also apply for, get and renew, staff residence permits. They invariably enjoy heavily subsidized accommodations and are expected to be accommodating in exchange.

Les engagements officiels sur des questions d'importance nationale - en supposant que vous puissiez les obtenir - de la plus haute autorité suisse (le bureau du Conseiller fédéral) tombent sous la rubrique «Communication» et ne valent absolument rien car ils ne sont pas contraignants. ou à suivre avec action (s).

Même si vous devriez être capable de mobiliser la représentation officielle de votre État, à moins qu'ils ne soient tous deux déterminés et dans le G7, cela ne sert à rien, car ils aussi, à Ambassador Level, sont ignorés ou vous offrent des «contre-métiers» sans rapport. pas bon du tout.

Lorsque le temps est venu pour vous de quitter même des bureaux de renom de l'emploi et de l'outplacement de Zurich Bahnhofstrasse (www.vfu.ch), charger des frais équivalents à un MBA complet au Royaume-Uni, vous donnera un bureau à Zurich, la personnalité exhaustive et existante et d'autres tests et l'épaule occasionnelle à pleurer; mais vous n'obtiendrez pas une seule entrevue d'emploi de bonne foi.

Si vous le proposez, économisez le coût multivarié et optez pour l'indemnité de départ et non pour l'outplacement. Rappelez-vous que la Suisse a une longue réputation de dumping de ses nationaux / actifs humains non performants ailleurs.

Retourner après des décennies d'absence à votre «POINT D'EXISTENCE FOCAL» (où vous êtes né) peut signifier que votre environnement familial ne sera plus là pour vous soutenir et que vous devrez recommencer dans tout, y compris l'assurance hypothécaire, pension et santé, qui à 40+ peut ne pas être possible.

Si vous ne pouvez pas vous consoler du fait que vous avez subventionné la vie d'autrui au prix de votre propre vie et de celle de votre famille, vous êtes dans une course très difficile avec l'adversaire le plus difficile, vous-même.

LE POINT DE VUE DE L'ÉTAT SUISSE

Figure 2 LES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS DANS ET SORTENT - OU IL Y A UNE CATASTROPHE.

Oui! La Poste suisse «perdra» les demandes enregistrées et assurées auprès des cours et tribunaux internationaux.

Des spécialistes étrangers soigneusement sélectionnés et soigneusement sélectionnés à la frontière sont essentiels au fonctionnement de l'économie suisse et représentent une part très importante du financement de l'État suisse. Plus de 25% des personnes ayant un emploi rémunéré, qui représentent plus de 35% du budget national, sont des ressortissants non suisses. Plus de 75% des 1 820

000 (2014) résidents légaux non suisses composant le Contingent permanent des travailleurs étrangers (SPFWC) sont des ressortissants de l'UE-27 et de l'AELE.

Malgré la projection bien financée et orchestrée aux individus au sein de la SPFWC, destinée à décourager le hording et promouvoir un sentiment illusoire de sécurité et de dépenses gratuites; du point de vue de l'État suisse, «permanent» a toujours été le SPFWC - aucun des individus qui le composent.

Bien qu'il n'existe ni mécanisme d'exécution ni tribunal indépendant, la Suisse reste l'un des deux pays de l'OCDE qui n'ont jamais ratifié aucune version de la Charte sociale européenne, un traité du Conseil de l'Europe garantissant des droits sociaux et économiques élémentaires - tels que droit à la non-discrimination au travail.

La Suisse compte un grand nombre d'expatriés (soit 15% de la population totale en 1920), au début du XIXe siècle. En conséquence directe de cette courbe d'apprentissage dans la gestion du cycle de vie des travailleurs étrangers, la renommée de la diligence suisse, les obligations de secret dans pratiquement tous les niveaux de l'administration, la création de procédures et l'adhésion constante aux centaines de milliers de "L'administration suisse peut traiter sommairement et efficacement avec des individus et des groupes.

Ces procédures ont résisté au test d'acceptation sociale intérieure, aux salles d'audience des milices suisses, aux médias suisses et étrangers. L'état est un client beaucoup plus puissant que ce qu'ils peuvent être. Dans le conflit presque certain vers la fin de toute utilité économique nette, vous, quel que soit votre lien de parenté et vos qualifications académiques, n'a absolument aucune chance contre un État pleinement préparé, institutionnalisé et cohésif, dans toutes ses expressions, soucieux de protéger le SPFWC et la partie historiquement importante de son budget national. Les États vont à des guerres sur des flux de revenus beaucoup plus faibles. Dans la plupart des cas, les personnes concernées sont «encouragées» à présumer qu'elles ont fait quelque chose de mal, ont eu de la malchance, leur employeur n'était pas représentatif, etc., etc. Sous la contrainte et «parmi trop d'arbres, la plupart forêt institutionnelle défavorable "

Official pledges on matters of national importance - assuming you can get them - from up to and including the highest Swiss authority (The office of the Federal Councilor) fall under "Communication" and are absolutely worthless as they, despite any fanfare, are not binding or to be followed with action(s) .

Even if you should be able to mobilize your State's official representation, unless they are both determined and in the G7 it is of no use as they , too, at Ambassador Level, get ignored or offered specific you unrelated "counter trades" that do you no good at all.

When the time has come for you to leave even renowned Zurich Bahnhofstrasse based employment & outplacement consultancies (viz. www.vfu.ch at their heydays), charging fees equivalent to a full MBA cost in the UK, will give you an office in Zurich, exhaustive and existing personality and other tests and the occasional shoulder to cry on; but will not get you a single bona fide job interview.

If offered save yourself the multivariate cost and opt for severance pay not outplacement. Remember that Switzerland has a long reputation of dumping its non-performing nationals/human assets elsewhere .

Returning after decades of absence to your “FOCAL POINT OF EXISTENCE” (where you were born) may mean that your familiar environment will no longer be around to support you and that you will have to start afresh in everything including mortgage, pension and health insurance, which at 40+ may not be possible.

If you cannot take comfort in the fact that, you have subsidized the lives of others at the cost of your own and your family’s, you are in for a very tough ride with the most difficult adversary, yourself.

THE SWISS STATE’S PERSPECTIVE

Figure 2 FOREIGN NATIONALS IN AND OUT - OR THERE IS A CATASTROPHY.

Yes! The Swiss Post will “lose” the registered & insured Applications to International Courts & Tribunals.

Carefully handpicked foreign Specialists, medically screened at the border, are vital to the functioning of the Swiss economy and account for a very significant portion of the financing of the Swiss State. In excess of 25% of the gainfully employed individuals, contributing more than 35% of the national budget, are non-Swiss nationals. Over 75% of the 1,820,000 (2014) legal non-Swiss residents making up the Swiss Permanent Foreign Workers Contingent (SPFWC) are EU-27 & EFTA nationals.

Despite the well-financed & orchestrated projection to individuals within the SPFWC, intended to discourage hoarding and promote an illusory feeling of security and free spending; from the Swiss State’s point of view, “permanent” has always been the SPFWC – none of the individuals comprising it.

Although there exist neither an enforcing mechanism nor an independent tribunal, Switzerland remains one of the couple of OECD States that have never ratified any version of the European Social Charter, a Council of Europe treaty, which guarantees elementary social and economic rights - such as the right to non-discrimination at work.

Switzerland has had large numbers of invited expatriates (viz. 15% of the total population in 1920), at the beginning of the 19th century. As a direct result of this learning curve in foreign worker lifecycle management, the renowned Swiss diligence, secrecy obligations in virtually all levels of the administration, procedure creation and unwavering adherence to, constant updates incorporating hundreds of thousands of case histories of “human profit centers” the Swiss administration can summarily & effectively deal with both individuals and groups.

These procedures have withstood the test of inner social acceptance, Swiss militia courtrooms, Swiss and foreign media. The state is a far more potent client than they can be. In the near certain conflict towards the end of any your net economic utility any you, however well connected, at any income bracket and academic qualification has absolutely no chance against a fully prepared, institutionalized and cohesive State, in all its expressions, bent on protecting the SPFWC and the associated historically large portion of its national Budget. States go to wars over much smaller income flows. In most cases, those affected are “encouraged” to presume they did something(s) wrong, had bad luck, their employer was unrepresentative, etc., etc. Under great duress and “amongst far too many trees most you lose sight of the adverse institutional forest”

Figure 3 LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS PERMANENTS SUISSE CONSTGENT, 1900-2013, sur 100 000 personnes

Figure 4 FLUX NET DE MIGRATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS PERMANENTS SUISSES CONTINGENTS

Quand - en de très rares occasions - un conflit ouvert s'ensuit, l'État suisse peut utiliser les milliards de contributions nettes du SPFWC «You», mobiliser toutes sortes d'alliés consentants / dépendants / puissants (la préférence étant sur les oiseaux de la même nationalité que l'actuel fauteur de troubles) manipule les journaux et les constantes de temps et joue à loisir avec ses propres Statuts de limitations. L'autre côté, "Vous", peut se permettre quelques amis et / ou un soutien juridique adéquat, doit être constamment attaqué par tous les niveaux d'administration pensable, courageux - avec toute personne dépendante - pression naïve ou ignorante des pairs, et bien plus encore; et survivre à long terme sans accès au revenu - dans le pays le plus cher d'Europe.

CONTRÔLE / SUPERVISION DE LA BA [1] SUR LE CÔTÉ DE L'UE

À la suite de la signature et de la ratification des accords bilatéraux [1] en 1999 et 2002, même les principaux États membres de l'UE qui ont traité des ressortissants étrangers pendant des périodes prolongées et qui sont concernés par la thématique (gestion du cycle de vie des travailleurs étrangers) ont délégué le contrôle du bien-être de leurs ressortissants en CH (environ 300 000 Allemands) ainsi que les intérêts monétaires associés au SEAE européen (Service européen d'action extérieure).

Le SEAE n'indiquerait que deux (2) employés permanents sur le contrôle des sept (7) dossiers englobant les Accords de BA [1], représentant une valeur de plus de 350 milliards d'euros / an.

Plutôt que de contrôler activement les Accords bilatéraux [1] comme prévu initialement et souscrit par écrit [22/12/1999 par le commissaire de l'époque en charge de la DG1, Chis Patten], le SEAE s'appuie sur les déclarations par ouï-dire des parties intéressées arbitraires. pas de protection des dénonciateurs contre un état collimaté déterminé et vengeur. La seule partie avec des revenus d'intérêt et des ressources importantes, les statistiques est l'État suisse.

Pire encore, les accords bilatéraux [1] conclus avec la Suisse ne prévoient pas de tribunal indépendant auquel un État membre de l'UE concerné / «vous» pouvez vous adresser. La CE est commodément «facilitatrice» et non partie aux accords bilatéraux et les États membres ont invariablement des priorités «plus élevées» à résoudre avec CH (milliards de milliards en évasion fiscale, blanchiment d'argent, comptes bancaires secrets, déséquilibres commerciaux, etc.) que le sort et les avoirs de certains ressortissants ou groupes d'États membres.

En outre, certains hauts fonctionnaires, y compris les commissaires de l'UE (V. Reding 2014), possèdent des biens ou d'autres biens en CH, ont besoin d'un accès (permis de résidence, etc.) et sont captifs de leurs propres besoins. et intérêts, et sont susceptibles de persuasion.

Ayant appris des récessions économiques passées telles que la crise pétrolière (1973) et la résistance institutionnelle étrangère collimatée aux rapatriements à grande échelle des nationalités italiennes et voisines, l'Etat suisse devint prévoyant et étend désormais l'accueil des expatriés à plus de 140 nationalités. .

CONTRÔLE / SURVEILLANCE DE LA BA [1] SUR LE CÔTÉ SUISSE

Du côté suisse, l'État protège une grande partie de son budget. Les deux employés du SEAE de l'UE sont sur la libre circulation des personnes Dossier seul assorti d'une armée très bien financée de fonctionnaires civils et uni-formés. Au niveau fédéral, les fonctionnaires chargés de superviser les flux migratoires dans le SPFWC sont situés dans un bâtiment sécurisé près de Berne, l'Office fédéral des migrations, est une section du Département fédéral de justice et de police.

Les 200-400 agents fédéraux basés à Berne sont complétés par des agents cantonaux et des organisations importantes dans les 24 cantons, chaque ville et communauté rurale administrant la documentation et le traitement des ressortissants étrangers dans une ampleur déconcertante de permis de travail et de résidence avancés et coûteux; l'expatrié doit acheter et renouveler jusqu'à trois ans d'intervalle.

Les officiers civils sont eux-mêmes renforcés par plusieurs centaines d'officiers en uniforme travaillant dans les services de police des étrangers dans les polices fédérales, cantonales et municipales.

On peut facilement visualiser le nombre de personnels de police et de migration nécessaires pour localiser chaque semaine les 1820 000 personnes que la loi suisse impose. De plus, w.r.t. Les performances économiques actuelles, l'histoire de l'emploi, etc. sont très proches des autres départements fédéraux / cantonaux.

Figure 3 THE SWISS PERMANENT FOREIGN WORKERS CONTINGENT, 1900-2013, in 100,000 persons

Figure 4 NET MIGRATION FLOWS OF THE SWISS PERMANENT FOREIGN WORKERS CONTINGENT

When - on very rare occasions - open conflict ensues the Swiss State can use the Billions of net contributions of SPFWC "Yous", mobilize all kinds of willing/dependent/potent allies (the preference being on lock birds of the same nationality as the current troublemaker) manipulate Newspapers and time constants and play at leisure with its own Statutes of limitations. The other side, "You", can afford few friends and/or adequate legal support, must under constant attack from all thinkable administration levels, brave - together with any dependents - naïve or ignorant peer pressure, and much more; and survive long term without access to income - in the most expensive country in Europe.

CONTROL/OVERSIGHT OF THE BA [1] ON THE EU SIDE

Following the signing and ratification of the Bilateral Agreements [1] in 1999 & 2002, even the major EU Member States who have dealt with invited foreign nationals over protracted periods themselves and are privy to the thematic (foreign worker lifecycle/migration management), have delegated the control of the well-being of their own Nationals in CH (viz. ca. 300,000 Germans) together with the associated monetary interests to the EC's EEAS (European External Action Service).

EEAS is reported to field only two (2) permanent employees on the control of the seven (7) dossiers encompassing the BA Agreements [1], representing a worth in excess of €350 Billion/yr.

Rather than actively control the Bilateral Agreements [1] as originally intended and vouched for in writing [22/12/1999 by the then commissioner in Charge of DG1, Chis Patten], EEAS relies on, hearsay input by arbitrary interested parties which are afforded no whistle-blower protection

against an informed collimated determined and vengeful state. The only side with significant interest income and resources, statistics is the Swiss State.

Worse still, the bilateral Agreements [1] with Switzerland do not provide for an independent tribunal that an affected EU MS national/“You” can address. The EC is conveniently “facilitator” and not party to the Bilateral Agreements and the Member States invariably have much “higher” priorities to resolve with CH, (viz. multibillion sums in tax evasion, money laundering, secret bank accounts, trade imbalances etc.) than the fate and assets of individual MS nationals or groups.

To top this up certain high officials, including EU Commissioners (viz. V. Reding 2014) own property or other assets in CH, need access (residence permits etc.) to them and are captive to their own needs, private threat scenarios, and interests, and are amenable to persuasion.

Having learned from past economic downturns such as the Oil crisis (1973) and the collimated foreign institutional resistance to large-scale repatriations of Italian and other neighboring nationalities, the Swiss state became provident and now spreads the intake of expatriates to over 140 nationalities.

CONTROL/OVERSIGHT OF THE BA [I] ON THE SWISS SIDE

On the Swiss side, the State is protecting a major part of its budget. The two EU EEAS employees are on the free movement of Persons Dossier alone matched by a very well-funded army of uniformed and civilian officials. On the Federal level the officials overseeing the migration flows in the SPFWC are located in a secure building near Bern, the “Federal Office of Migration”, is self a subsection of the Federal Justice and Police Department ’ .

The 200-400 Bern based federal officers are augmented by cantonal officers and significant organizations in the 24 Cantons , every single city and rural community administrating the foreign national’s documentation and processing in a bewildering magnitude of pricey advancing employment & residence permits; the expatriate must purchase, and renew in up to three year intervals.

The civilian officers are themselves augmented by several hundred uniformed officers working in the foreigner’s police departments in federal, Cantonal, and City police.

One can easily visualize the number of police & migration staff necessary to detail on a weekly basis the whereabouts of 1,820,000 people Swiss law dictates. In addition, w.r.t. current economic performance, employment history etc. there are very close live links to other federal/cantonal departments.

Tous ces appareils d'Etat posent un financement suffisant et génèrent et utilisent des statistiques de cycle de vie extrêmement détaillées, l'emploi, la fidélité, le comportement des consommateurs de leurs charges comme on ne trouvera pas dans l'administration centrale de la population Panda pour les quelque 2000 animaux en Chine.

Pour éviter que des intérêts imprévisibles ne se manifestent, certains cantons publient des journaux migrants / expatriés appropriés d'intérêt national; édité, produit et contrôlé par des fonctionnaires des départements cantonaux de la justice et du contrôle des migrations

La rotation continue des travailleurs de plus de 120 000 nouveaux étrangers par an est la principale raison d'être de plusieurs industries et organismes de recherche lucratifs, nationaux, de services et autres. Seul sur les effets de l'élément de la liberté de circulation des Accords bilatéraux [1]; plusieurs études, livres, rapports et publications importants ont été commandés et financés.

En Suisse, tout est mis en œuvre pour décourager la création ou l'intégration de familles existantes, car cela affecte gravement le taux de transfert net du «Yous» concerné vers les biens de l'État suisse et des clubs. Les circonstances exceptionnelles, à 40/50 ans, de la volaille, vers la fin de leur net (âge / santé / capacité) expatriés utilité économique en concurrence à beaucoup plus jeune / naïf / moins cher remplacements volontaires à travers la frontière trouvent extrêmement difficiles à maintenir ou à obtenir un nouvel emploi et, plus tard avec 55+ sont presque invariablement licenciés.

Après une période de chômage pouvant durer jusqu'à deux ans, à moins que les «Yous» n'obtiennent le «mes-sage» et puissent se permettre de partir avant de devoir compter sur l'aide sociale pour le minimum existentiel; ils sont obligés de dissoudre et de vivre de tous les actifs préexistants ainsi que d'encaisser toutes les contributions de retraite non étatiques qu'ils ont réussi à accumuler. Pour l'État suisse, l'assurance chômage fonctionne comme une «période de réflexion / observation / contrôle», en plus de stabiliser la demande K2 / marché intérieur. Les lois suisses sur le secret bancaire ne s'appliquent pas aux instances administratives suisses à quelque niveau que ce soit. L'aide sociale est un prêt remboursable en Suisse, une fois utilisé pendant un an ou plus, il n'y a pas de retour financier.

Dans la plupart des cas, les résidents légaux en chômage sont fortement encouragés à s'essayer aux entrepreneurs pressés de la fin de la vie non préparés. S'ils y parviennent (moins de 6% de toutes les start-ups survivent trois ans), la Suisse acquiert une activité imposable; s'ils échouent, ils sont obligés de prendre leur perte souvent totale et de retourner à leur «POINT D'EXISTENCE FOCAL» (pays d'origine) avec très peu d'autres compétences que celles escomptées et dépassées, années avancées, ego ébréché et santé.

L'expérience montre que certaines personnes ayant un conjoint suisse, des enfants en âge de scolarité, une pension alimentaire et / ou d'autres obligations fiscales importantes peuvent bénéficier d'accords de «bonne volonté» au niveau municipal, communal ou cantonal entre les instances étatiques et les employeurs suisses ou étrangers. traitement préférentiel / taux plus bas dans les logements d'affaires, etc. en échange de l'embauche de certaines personnes nommées.

En Suisse, la proportion de la pension de l'État (XX / 42ans) à 100% est invariablement insuffisante pour couvrir les dépenses de vieillesse des retraités et augmentée par l'aide financière cantonale et municipale. Ce projet est cofinancé par des résidents non suisses mais n'est disponible que pour ceux qui sont encore légalement résidents dans la ville et la communauté. Après six mois d'absence, pour quelque raison que ce soit, le permis de séjour permanent - qui a duré une décennie d'antécédents professionnels solides, un comportement impeccable et des compromis de prêt à garantir - est nul. Même les «SECONDOS», ressortissants non suisses de deuxième génération, nés en Suisse de résidents légaux de longue date qui ne parlent peut-être pas un mot de la langue de leur parent sont par la suite traités comme des touristes.

Contrairement à la pratique courante dans plusieurs États membres de l'UE, les cotisations d'assurance maladie ne sont pas cumulatives ou transférables aux États membres de l'UE, ce qui signifie que plusieurs milliers d'euros par mois, par membre de la famille, depuis des décennies. -sured sinon non assurable. À cela, il faut ajouter l'amère prise de conscience que, indépendamment des réalisations précédentes, il a été considéré et traité comme un «centre de profit». Il n'y a rien de

pire que de se rendre compte - à l'âge de la retraite - que quelqu'un a été volé intentionnellement et institutionnellement et qu'il n'y a rien qu'il puisse faire pour changer sa vie et celle de sa famille.

LE POINT DE VUE DE L'ÉTAT D'EXPATRIAT

Une autre partie prenante de cette opération de détournement d'actifs suisses est le point focal d'existence de l'expatrié.

All these State apparatuses poses ample funding and are generate and utilize extremely detailed life cycle statistics , , employment , fidelity, consumer behavior of their charges such as one shall not find in the central administration of the Panda population for the ca 2000 animals in China.

To avoid unforeseeable interests coming into play, certain cantons publish national interest appropriate migrant/expatriate newspapers; edited, produced, and controlled by officials of the cantonal justice and migration control departments

The continuous worker rotation of well over 120,000+ incoming foreign nationals per year is the main “raison d’être” for several lucrative, nationwide, service and other industries and research organizations. Alone on the effects of the freedom of movement element of the Bilateral Agreements[1]; several major studies, books, reports, and publications have been commissioned and financed.

While in Switzerland, every effort is made to discourage the creation, or bringing in existing, families as this severely affects the net transfer rate from the “Yous” concerned to the Swiss State and Club goods. Baring exceptional circumstances, at 40/50 years of age, poultry like, towards the end of their net (age/health/ability) economic utility expatriates in competition to much younger/naiver/cheaper willing replacements across the border find it extremely difficult to maintain or secure new employment and, latest with 55+ are almost invariably laid off.

Following a period of unemployment, lasting up to two years, unless the “Yous” get the “message” and can afford to depart before they must rely on Social assistance for the existential minimum; they are forced to dissolve and live of any pre-existing assets as well as cash in any non-state pension contributions they have managed to accumulate. For the Swiss State the unemployment insurance functions as “cooling off/observation/control period”, in addition to stabilising the K2/internal market demand. Swiss bank secrecy laws do not apply to Swiss Administration instances at any level. Social Assistance is a repayable loan in Switzerland, once relied upon for a year or more there is no financial come back.

In most cases, legal residents in unemployment are strongly encouraged to try their hand at becoming unprepared late life pressed entrepreneurs. Should they succeed (less than 6% of all start-ups survive three years) Switzerland gains a taxable business; if they fail they are forced to take their often total loss and return to their “FOCAL POINT OF EXISTENCE” (i.e. home country) with very little other than discounted and surpassed skills, advanced years, dented ego, and often health.

Experience shows that certain individuals with a Swiss spouse, children at school age, alimony and/or other major fiscal obligations may benefit from “goodwill deals” at city, commune, or cantonal level between state instances and Swiss or overseas employers by way of extending preferential treatment/lower rates in business accommodation, etc. in exchange for employing certain named individuals.

In Switzerland, the proportion of the state pension (XX /42years) at its 100% is invariably insufficient to meet pensioned age expenses and augmented through cantonal and city financial assistance. This is co-financed by non-Swiss residents but is only available to those still legally resident in the given city and community. After ca, 6 months of absence, for whatever reason, the permanent residence permit – that took over a decade of solid employment history, impeccable behavior, and loan compromises to secure - is void. Even “SECONDOS”, second-generation non-Swiss nationals, born in Switzerland to long time legal residents who may not speak a word of their parent’s language(s) are thereafter treated as tourists.

Health insurance contributions, unlike common practice in a number of EU MS, are not cumulative or transferable to EU Member States which means that having paid several hundred Euros per Month, per family member over decades, a returning EU MS national finds himself uninsured if not uninsurable. To this, one must add the bitter realization that he/she, irrespective of previous achievements, has been viewed, and treated as a “profit centre”. There is little worse than realizing - in pension age - that one has been intentionally and institutionally ripped off and there is nothing she/he can do to change hers/his late life and family’s lot.

THE EXPATRIATE’S STATE’S PERSPECTIVE

Another stakeholder in this Swiss Assets Rip off operation is the Focal Point of Existence of the expatriate.

Sans faute ou en faisant leur propre, ceux-ci sont arrachés en payant pour l'éducation et l'éducation de ces personnes, en assumant tous les coûts et les risques associés à une telle.

Perdez les services et les contributions de ces personnes à un Etat étranger qui les attire par de fausses promesses et par la suite les oblige à les reprendre, les nourrir, les habiller et les assurer lorsqu'elles deviennent des rejets humains en Suisse malgré le fait qu'elles ont contribué à d'autres États, les biens de club non transférables.

Without fault or doing of their own, these are being ripped off by paying for the upbringing and Education of these people, assuming all costs and risks associated with such.

Lose the services and contributions of these people to a foreign State that attracts them with untrue promises and subsequently being forced to take them back, feed them, cloth them, and insure them when they become human rejects in Switzerland despite the fact that they have contributed to another States, non-transferable club goods.

To be continued..

ENDNOTES REFERED TO IN THE TEXT